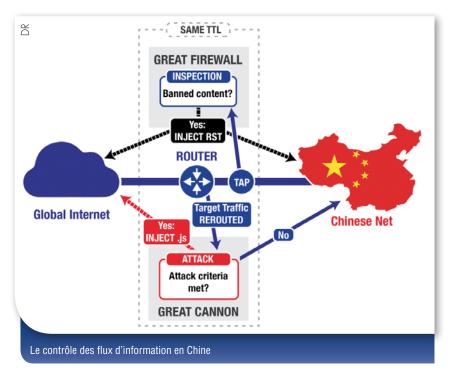


## Le contrôle étatique d'internet : l'exemple de la Chine et de la Russie

Internet s'ouvre véritablement au grand public en 1991 avec la création, du « World Wide Web » par Tim Berners-Lee. Il s'agit d'un système d'interface graphique qui permet de passer d'une page ou d'un site à un autre en "cliquant" sur un lien dit "hypertexte". La navigation sur la "Toile" devient ainsi extrêmement aisée. En quelques mois, les sites web se multiplient.



Depuis, internet a connu une expansion planétaire et a permis, grâce à la convergence de l'informatique, de l'audiovisuel et des télécommunications, la multiplication de services de toute nature sur le « World Wide Web » comme la messagerie électronique, les groupes et forums de discussion, le commerce électronique, la consultation d'informations, la diffusion d'images fixes, de fichiers audio et vidéo... Et les outils et techniques continuent d'évoluer chaque jour, avec le développement des réseaux haut débit filaires (ADSL) ou sans fil (WIFI et Bluetooth) ou de l'internet mobile (WAP) ou encore avec les technologies et produits du web 2.0 qui renouvellent les modes d'usages et d'appropriation des services internet par les utilisateurs (RSS, blogs, wikis, outils de partage de photos, de vidéos, réseaux sociaux tels Facebook ou LinkedIn...).

## Chine: une chape de plomb

Lorsque dans les années 1990 les dirigeants chinois ont été confrontés à l'émergence d'internet, ils avaient le choix entre deux attitudes : bloquer cette technologie potentiellement dangereuse car vecteur d'informations et d'idées non contrôlées, ou épouser la modernité économique et tenter d'en atténuer les effets négatifs. La Chine a choisi la première solution en mettant en place de très importants moyens, tant humains que technologiques visant « la nécessité d'assurer au pays stabilité et harmonie ».

Depuis 2011, c'est le Bureau d'État de l'information sur Internet (State Internet Information Office, SIIO) qui élabore les directives en matière de censure et de diffusion de l'information émanant du gouvernement. Il est placé sous l'égide du Bureau de l'Information du Conseil des affaires d'État (State Council Information Office, SCIO). Le SIIO supervise la diffusion sur internet des informations émanant du PCC et du gouvernement. Cette propagande s'effectue par exemple par le biais de blogs officiels ou du « Parti des 50 cents » blogueurs recrutés et payés (« 50 cents » par post) pour publier des informations pro-gouvernementales.



lanvier - Février 2016

Loin d'être un simple « bureau de la censure et de la propagande », le SIIO assure également un rôle de réglementation (distribution des adresses IP, enregistrement des sites et des domaines ainsi que des services d'accès à internet).

Le gouvernement s'appuie fortement sur l'autocensure et la censure confiée aux entreprises du Net. Le SIIO est ainsi autorisé à surveiller et à punir les sites qui ne suivent pas « l'engagement public sur l'autodiscipline de l'industrie de l'internet en Chine » un ensemble de règles élaborées « en collaboration » avec la Société Internet de Chine (Internet Society Of China, ISOC), qui regroupe 140 acteurs clés du secteur. Des milliers d'organisations ont signé cette « promesse d'autocensure » y compris Yahoo, Microsoft et Google.

Blogueurs et journalistes jouissent donc d'une appréciation générale des contenus autorisés et interdits. Mais la « ligne rouge » à ne pas dépasser peut être modifiée à tout moment. Le gouvernement chinois envoie chaque jour aux médias des « directives », indiquant les sujets à éviter ou à mettre en avant. Travailler dans ces conditions conduit les acteurs de l'information à supprimer et à bloquer eux-mêmes une quantité importante de contenus.

L'ensemble du dispositif technologique mis en place par la Chine pour contrôler les flux d'information est régulièrement évoqué sous le nom de « Grand firewall » en référence à la Grande Muraille de Chine. Démarré sous le nom de « Golden Shield » et progressivement mis en place à partir de la fin des années 1990, ce système a notamment bénéficié de l'aide matérielle de l'entreprise américaine Cisco Systems.

À la base de cette censure, une technologie de surveillance très coûteuse que tout créateur de site web est tenu d'installer à ses frais. Elle permet de surveiller les internautes fréquentant le site et d'attribuer rapidement tous commentaires, messages ou contenus à leurs auteurs. Elle comprend également un système retardant automatiquement leur mise en ligne en attendant qu'ils soient géo-localisés et que leurs thèmes et leurs mots clés aient été examinés par des censeurs humains. Pour comprendre l'ampleur d'un tel système, des chercheurs de l'Université de Harvard ont mis en place une fausse plateforme de réseau social sur laquelle ils ont conduit une

analyse détaillée des fonctionnalités et capacités des logiciels utilisés. Ils ont ainsi appris que, pour satisfaire le gouvernement chinois, un site devrait employer deux ou trois censeurs pour 50.000 utilisateurs, ils estiment donc que 50.000 à 75.000 censeurs travaillent aujourd'hui dans les entreprises du Net en Chine.

Début mars 2015, le gouvernement chinois a promulgué des projets de loi prévoyant la conservation des données personnelles, la mise à disposition des enregistrements de l'activité des utilisateurs à la police, l'accès aux données cryptées, l'exclusion des produits de nombreuses compagnies américaines des listes d'achats publics, et la vérification obligatoire des équipements importés pour leur exploitation dans certains domaines, y compris bancaire.





Les « régions autonomes » du Tibet, de Mongolie-Intérieure et du Xinjiang sont soumises à un contrôle et à une censure du Net encore plus draconiens que les autres. Les réseaux sociaux tels Twitter et Facebook y sont censurés et l'utilisation de serveurs proxy pour contourner la censure y représente un risque plus élevé. Au Tibet, les autorités ont imposé l'installation d'un logiciel de filtrage et de surveillance dans tous les espaces publics et les entreprises offrant une connexion à internet. En novembre 2013, le chef du Parti communiste au Tibet a annoncé que le gouvernement ferait tout pour que « seule sa voix soit entendue » et pour que « la propagande du Dalai Lama ne soit reçue par personne, sur internet, à la télévision, ni par aucun autre moyen de communication ».

La Chine, qui dispose du système de censure en ligne le plus sophistiqué, reste la première prison au monde pour les « net-citoyens ». Au moins soixante-dix acteurs de l'information en ligne sont emprisonnés pour leurs activités. Parmi eux, le lauréat du prix Nobel de la paix Liu Xiaobo. Les autorités chinoises tentent également d'enrôler les entreprises dans leur chasse aux dissidents. Shi Tao, journaliste et poète chinois a été condamné à dix ans de réclusion au motif de « diffusion de secrets d'État » après que la filiale hongkongaise de Yahoo! a transmis aux autorités des informations permettant de lui attribuer l'envoi d'un email sur la censure concernant les événements de Tiananmen...

## Russie: entre méfiance et paranoïa

La Biélorussie, dernière dictature européenne, et un peu plus loin la Russie, bien connue pour ses pratiques répressives, ont fait d'internet un champ de bataille.

Une hostilité liée au rôle du Net dans le « printemps arabe » la « révolution orange » en Ukraine, mais également, phénomène moins connu, dans l'échec du coup d'État de 1991. Le 19 août, un groupe se faisant appeler GKChP tente de prendre le pouvoir à Moscou. Mikhaïl Gorbatchev, alors en vacances en Crimée, est assigné à résidence et empêché de rejoindre la capitale. Le groupe de putschistes entend mettre fin aux réformes qui, selon eux, menacent l'Union Soviétique de disparition pure et simple. Tout ne se passe cependant pas comme prévu. Le président de la RSFSR, Boris Eltsine, se retranche avec ses partisans dans la Maison Blanche où siège le Soviet Suprême. Le GKChP ordonne l'assaut du bâtiment, mais les troupes qui entourent le bâtiment refusent d'obéir. Dans le même temps. la foule des soviétiques venus protester contre ce qui est perçu comme un coup d'Etat se fait de plus en plus importante. Si bien que deux jours plus tard, le 21 août, une majorité des troupes se range aux côtés des manifestants, marquant l'échec final des putschistes.

C'est pendant ces trois jours où les communistes conservateurs ont tenté de prendre le pouvoir que, pour la première fois, internet a été utilisé comme outil de mobilisation politique. Les putschistes avaient en effet organisé un véritable black-out de l'information. Cependant, par pure ignorance technique, les putschistes n'avaient pas coupé les liaisons informatiques qui transitaient entre



Janvier - Février 2010

Leningrad et Helsinki. Si bien que les quelques utilisateurs du Net soviétiques se retrouvèrent propulsés en quelques heures au rang d'informateurs de première main pour les journalistes occidentaux, mais également de relais du président Boris Eltsine dans tout le pays.

Fondamentalement hostile à toute opposition, Vladimir Poutine a toujours condamné les acteurs étrangers, mais aussi russes, qui s'opposent à sa politique répressive, notamment sur internet. Ce parti pris se traduit par plusieurs lois. En 2012, une loi a été votée à l'encontre des « agents étrangers ». En juillet 2013, une nouvelle loi oblige les sites comptant plus de 3.000 lecteurs à s'enregistrer auprès de « Roskomnadzo » l'agence de supervision des communications et des médias. Et les internautes russes sont également contraints aujourd'hui de communiquer leurs données personnelles.

Le contrôle ciblé sur une poignée de défenseurs des libertés peut paraître limité puisque la majorité des Russes garde un semblant d'accès libre au Net. Mais internet est sous contrôle et ce sont bien toutes les prises de paroles qui sont concernées. Et c'est au final toute expression divergente, bien au-delà du champ politique, qui est traquée. Au nom du terrorisme et de la sécurité nationale, il est ainsi interdit de remettre en cause la version officielle de la Seconde Guerre mondiale, ou de faire de la propagande homosexuelle. Au travers d'une armée d'agents en ligne, des milliers de comptes sont créés sur les réseaux sociaux avec la volonté de contrôler internet à tous les niveaux.

Ces dernières années, le pouvoir russe a fait de nombreux pas pour s'assurer un contrôle accru sur l'internet, que ce soit en renforçant la régulation des contenus en ligne ou en poussant les entreprises étrangères acteurs du « RuNet » telles Apple et Google, vers une territorialisation de leurs données. Mais le groupe « Anonymous International » a révélé que le gouvernement russe étudie des propositions de mesures encore plus radicales pour isoler l'internet russe. L'une d'elles fait appel au concept de « plateforme nationale d'information » qui créerait effectivement un internet alternatif à usage exclusivement russe. L'idée que la Russie pourrait se détacher de l'internet mondial pour créer son propre es-

pace virtuel autonome n'a rien de neuf : elle avait déjà été évoquée par Vladimir Poutine, traitant l'internet de « projet de la CIA » ou dans des appels de députés russes à se préparer à un « cyber-blackout ».

Selon les pères de ce concept, le besoin d'un internet russe indépendant est une question « de sécurité nationale » face à un scénario où l'Occident « paralyserait » la Russie du fait de sa dépendance technologique. En outre, ce plan serait un stimulant au secteur russe des technologies de l'information, tout comme les sanctions de la Russie dans le domaine agro-alimentaire visent ostensiblement à renforcer l'agriculture russe appelée à se substituer aux importations. Les auteurs admettent cependant qu'un obstacle de taille est la fuite des jeunes diplômés hors de Russie.

La révélation d'Anonymous International donne un aperçu significatif des soucis des responsables russes : les fragilités stratégiques de la Russie au cas où ses relations avec l'Occident continueraient à se détériorer. Alors que la Russie continue à réprimer les libertés sur internet, ce projet pourrait laisser l'internaute russe face à un système encore pire : celui du « Grand firewall » chinois...

## Patrice Lefort-Lavauzelle



L'échec du coup d'Etat des communistes conservateurs russes en 1991 s'explique notamment par la diffusion d'informations grâce à internet